



Agence canadienne de
développement international

Canadian International
Development Agency

ACDI

Citoyens du monde

à l'ŒUVRE

Des Canadiens tournés vers le monde

**« J'ai été une
enfant soldat » :
l'histoire de Paska**

**Échapper au chaos
qui règne en Somalie**

**L'enfance trop brève
des orphelins du Rwanda**

**Roger LeMoyne :
témoin de la situation
des enfants dans
le monde**

Canada

**ÉDITION SPÉCIALE
LES ENFANTS TOUCHÉS
PAR LA GUERRE**



Message de la ministre

Des deux milliards d'enfants qui peuplent la terre, la majorité sont exposés à des dangers ainsi qu'à des souffrances engendrées par la maladie, la pauvreté, la violence et la guerre. Les statistiques sont difficiles à croire : plus d'un quart de milliard de ces enfants travaillent et au moins 50 000 d'entre eux le font dans des conditions dangereuses, alors que des dizaines de millions vivent dans la rue et que des millions d'autres, on ne sait au juste combien, sont victimes d'abus physiques et sexuels. Ce qui fait peut-être plus mal encore à entendre est le fait que plus d'un demi-milliard des enfants de la planète, c'est-à-dire un enfant sur quatre, sont touchés par la guerre ou vivent sous sa menace constante.

Aux yeux des Canadiens, cette situation est absolument horrible. Elle équivaut également à un sérieux abus de confiance lorsque l'on pense que pratiquement tous les pays de la terre ont signé la *Convention relative aux droits de l'enfant* censée garantir la survie, le développement et la protection de tous les enfants, ainsi que leur droit de prendre part aux décisions qui touchent leur vie. Mais les risques auxquels les membres les plus vulnérables de la société sont encore exposés démontrent clairement qu'il nous reste beaucoup à faire avant de pouvoir nous vanter de vivre conformément à cet engagement. La protection des enfants en danger — en particulier des enfants qui travaillent et des enfants touchés par la guerre — constitue l'une des priorités de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

La présente revue vient nous rappeler à quel point les enfants, qui sont les plus importantes victimes de la guerre, sont aussi des agents de changement et des artisans de la paix dans leurs communautés. Ses pages nous dévoilent les souffrances endurées par ces enfants et ce que les Canadiens font pour leur venir en aide, avec l'appui de l'ACDI. Nous y trouvons aussi les témoignages de certains de ces enfants, exprimés par le biais des mots ou de l'art.

Il existe un jeu dont on se sert comme thérapie pour aider les enfants traumatisés par la guerre. Dans ce jeu, des enfants ferment les yeux alors que d'autres leur prennent la main et dirigent leurs pas. Ce jeu a pour but de rebâtir la confiance des enfants. J'aimerais convier tous les Canadiens à la lecture de ce numéro de *Citoyens du monde à l'œuvre*, et à se joindre à nous avec l'espoir que tous les enfants de la terre pourront un jour vivre à nouveau dans la confiance pour qu'ensemble nous puissions bâtir, pour les générations à venir, un monde où régnera la paix.

Maria Minna

Ministre de la Coopération internationale



Photo de la page couverture :
Roger LeMoine/ACDI
Un camp de réfugiés bondé
au Rwanda.

Citoyens du monde à l'œuvre est une publication périodique produite par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Vous pouvez visiter le site Web de l'ACDI à www.acdi-cida.gc.ca.
© Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2000
Imprimé et relié au Canada
ISSN 1492-4099

Conception graphique : Aubut & Nadeau Services Inc.

à l'ŒUVRE

Des Canadiens tournés vers le monde

L'Agence canadienne de développement international soutient le développement durable dans les pays en développement afin de réduire la pauvreté et de rendre le monde plus sûr, plus juste et plus prospère.

Table des matières

- 2** Les enfants de la guerre : ce qu'il faut savoir
- 4** Consolidation de la paix — un enfant à la fois
- 5** Un retour inespéré
- 5** Munda George, commando supérieur
- 6** Roger LeMoynes : témoin de la situation des enfants dans le monde
- 10** « J'ai été une enfant soldat. »
Comment Paska Achieng Otto a été recrutée pour combattre durant la guerre civile en Ouganda
- 12** L'enfance trop brève des orphelins du Rwanda
- 13** Un jeu mortel
- 14** Une entrevue avec Theo Sowa, coauteure d'un important rapport de l'UNICEF
- 16** L'histoire de Kdija : échapper au chaos qui règne en Somalie
- 17** « S.V.P., parlez-nous de l'école au Canada! »
- 18** Les faits



Les enfants de la guerre

ce qu'il faut savoir



Un garçon a tenté de fuir, mais il a été rattrapé. [...] Ils lui ont lié les mains puis nous ont obligés – les autres nouveaux prisonniers – à le tuer à coups de bâton. [...] Quand j'ai refusé, ils nous ont menacés avec leurs fusils. [...] Après l'avoir tué, nous avons été forcés de nous couvrir les bras de son sang. [...] Ils nous ont dit que c'était pour nous empêcher de craindre la mort et de tenter de nous enfuir. [...] Il m'arrive encore de rêver au garçon de mon village que j'ai tué. »

Susan, 16 ans, enlevée par la Lord's Resistance Army, Ouganda

Ce récit est véridique. De tels exemples abondent, pas seulement dans les champs de la mort du continent africain, mais aussi en Asie, en Amérique latine et en Europe, parmi les enfants soldats, réfugiés, victimes de mines terrestres, orphelins, perdus, traumatisés : les enfants de la guerre. Ils résultent de l'effondrement complet des structures sociales, du bouleversement des valeurs et des normes de même que de la brutalité et du cynisme effroyables d'adultes devenus bourreaux.

De tels récits n'ont rien de nouveau. Il y a des siècles que l'on déchaîne la terreur, que l'on victimise les civils, que l'on attise les haines ethniques et que l'on recourt même aux enfants soldats. Ce qui est nouveau c'est l'ampleur de ce type de conflit.

Une guerre d'un nouveau genre

À l'aube du XXI^e siècle, les guerres sont internes dans la très grande majorité des cas. Sur les 50 conflits qui font rage dans le monde, seulement une demi-douzaine opposent des États souverains. Les origines des guerres — pauvreté, oppression, rivalité pour la possession des ressources — sont les mêmes. Mais de nouveaux facteurs tels la mondialisation, la dégradation de l'environnement et l'évolution rapide de la technologie, sont sources de tensions dans de nombreuses sociétés. De lointaines

rivalités ethniques resurgissent au moment où la facilité avec laquelle on peut obtenir des armes légères crée une culture de la violence et alimente les conflits.

Il en résulte un type particulièrement féroce de guerre civile qui déchire les sociétés et retarde le cours du développement d'au moins une génération.

Nulla coïncidence si ce phénomène frappe certains des pays les plus pauvres et les plus marginalisés de la planète. Ni s'il touche tous les membres de la société.

En un peu moins d'un siècle, la proportion des victimes civiles dans les zones de conflit a bondi de 5 p. 100 à 90 p. 100 — et plus de la moitié de ces victimes sont des enfants.

Les victimes les plus vulnérables de la guerre

La guerre moderne frappe particulièrement les enfants. Elle menace leur corps en pleine croissance, leur développement social et intellectuel et leur état de santé psychologique :

- Le manque de nourriture et de fournitures médicales, d'eau potable et d'installations sanitaires crée un terrain fertile pour la maladie, en particulier dans les camps de réfugiés. Les enfants sont généralement les premiers à succomber aux pires tueurs — malnutrition, choléra, infections respiratoires et diarrhée.
- Les écoles, les dispensaires et les hôpitaux, les récoltes, les marchés de village et d'autres équipements collectifs sont des cibles privilégiées. La disparition de repères familiaux et la perturbation de la vie quotidienne dans le chaos et l'incertitude des conflits provoquent une profonde détresse chez les enfants.
- Qu'ils soient les victimes d'attaques contre leurs communautés, enfants soldats ou réfugiés, les enfants sont les témoins et les auteurs d'atrocités en nombres sans précédent. Or, ces expériences les marquent profondément sur le plan psychologique.
- Les enfants laissés seuls ou sans surveillance sont des proies faciles pour les prédateurs adultes en temps de

guerre. Le risque de mort ou de blessure est beaucoup plus élevé pour les enfants soldats. Par ailleurs, la violence sexuelle, en particulier à l'endroit des femmes et des jeunes filles, est de plus en plus répandue. Elle les expose non seulement à des grossesses non désirées et à des maladies transmises sexuellement comme le sida, mais aussi à de graves conséquences psychologiques et à l'ostracisme.

- Les factions belligérantes ont recours aux médias pour semer la méfiance et l'hostilité dans la population. Les enfants influençables sont souvent déroutés par des messages condamnant leurs amis et voisins. Sous leur influence, bon nombre d'entre eux deviennent insensibles et méfiants.

Aussi horribles et tragiques que soient ces situations pour les individus et les familles, elles sont encore plus coûteuses pour la société à long terme. Un enfant élevé dans la violence apprend à être violent. Un enfant élevé dans la haine apprend à haïr. Un enfant brutalisé et insensibilisé par les sévices et les épreuves porte en lui des germes dont nul ne sait s'ils peuvent être déracinés.

Rompre le cycle de la guerre

À mesure que ces tendances s'accéléraient et s'accroissaient au cours de la dernière décennie, la réaction mondiale prenait de l'ampleur aussi. En 1996, Graça Machel, épouse de l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, qui a assumé un rôle de premier plan dans la protection des enfants touchés par la guerre, a publié un rapport marquant intitulé *The Impact of Armed Conflict on Children* (Conséquences des conflits armés sur les enfants) qui a galvanisé l'opinion internationale. Le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, a nommé Olara Otunnu représentant spécial pour les enfants et les conflits armés. M. Otunnu s'est employé à mobiliser les gouvernements, les organisations humanitaires et les mouvements d'opposition dans la lutte pour mettre un terme au recrutement d'enfants soldats et améliorer la situation des jeunes victimes de la guerre.

Les nouveaux accords internationaux qui ont été signés ou rédigés viennent renforcer la *Déclaration universelle des droits de la personne*, la *Convention relative aux droits de l'enfant* et les conventions de Genève sur la protection des civils en temps de guerre, notamment :

- un projet de **Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant**, qui fixe à 18 ans l'âge minimum pour le recrutement tant par les armées que par les groupes d'opposition;
- la convention relative aux pires formes d'exploitation du travail des enfants, qui couvre le service militaire, adoptée par l'**Organisation internationale du travail**;
- le Tribunal pénal international, qui considère comme des crimes de guerre le recrutement d'enfants de moins de 15 ans, les attaques contre des hôpitaux et des écoles, l'exploitation sexuelle et la violence;
- la **résolution 1261 du Conseil de sécurité**, qui précise que les intérêts des enfants doivent être pris en compte dans le processus de paix, réclame que l'on mette fin au recrutement d'enfants et que l'on démobilise les enfants soldats et exige que le personnel engagé dans des opérations de paix reçoive une formation relative aux enfants.



Photo ACDI : Roger LeMoigne

Les cauchemars assaillent souvent les enfants qui, comme cette petite fille de Sarajevo en Bosnie, ont connu les horreurs de la guerre.

Le fait de rendre ces conventions et accords exécutoires contribuera grandement à atténuer les pires effets des guerres sur les enfants. Entre-temps, les enfants jouent un rôle de plus en plus déterminant dans la préservation de l'unité de leurs communautés et dans l'édification de la paix.

Étant donné qu'ils représentent une proportion grandissante de la population dans les pays touchés par la guerre, les enfants ont souvent la charge de leurs cadets orphelins, s'occupent des récoltes, gagnent un revenu et travaillent en collaboration avec des organisations comme l'ACDI et ses partenaires à dispenser des secours d'urgence et à guérir et

reconstruire leurs communautés.

Par ailleurs, les enfants jouent un rôle inattendu dans les efforts de paix déployés par les adultes. Même dans les conflits les plus virulents, les soldats — dont la plupart sont eux-mêmes des parents — ont accepté de suspendre les opérations militaires pour permettre l'immunisation des enfants ou l'acheminement de secours d'urgence. Nombreux sont ceux qui croient à la possibilité d'étendre ces « zones de tranquillité ». En définitive, le chemin le plus sûr vers la paix passe peut-être par le souhait de tous les parents de bâtir un monde meilleur pour leurs enfants. ■

Consolidation de la paix—un enfant à la fois

La guerre brise les familles. Après bientôt une décennie de conflit en Sierra Leone, trois organismes canadiens s'efforcent de réunir les membres de familles que les événements ont séparés.

Depuis le début des hostilités, en 1991, la Sierra Leone a glissé au dernier rang de la liste de l'Indice de développement humain des Nations Unies. Elle est devenue le pays le plus pauvre et le plus démuné de la terre. La moitié de sa population de cinq millions d'habitants ont perdu leur habitation, 10 000 enfants ont été séparés de leur famille et près de 3 000 enfants de 7 à 14 ans ont été recrutés de force comme soldats, manœuvres ou esclaves sexuels, surtout pour le compte de l'armée rebelle du Front révolutionnaire uni (RUF).

Peu après la signature d'un accord de paix, en juillet 1999, le gouvernement canadien, par l'intermédiaire de l'ACDI, a créé un programme de protection des enfants, financé à hauteur de 500 000 dollars, visant à favoriser la réunion d'anciens enfants soldats à leur famille, à soutenir d'autres initiatives de protection des enfants et à encourager le pardon et la réconciliation dans les communautés traumatisées par des années de massacres, d'amputations et d'atrocités de toutes sortes. Vision mondiale Canada, Aide à l'enfance et CAUSE Canada (*Christian Aid for Under-assisted Societies Everywhere*) assument la tâche de retrouver la trace des familles dispersées et de sensibiliser les communautés.

Les progrès ont été lents. La Sierra Leone est presque entièrement dénuée d'infrastructure de communication ou de moyens de transport. La plus grande partie du pays est encore sous le contrôle de factions du RUF n'ayant pas rendu leurs armes. Beaucoup d'enfants soldats sont encore aux mains de ces groupes rebelles et n'ont pas appris qu'ils avaient la possibilité de retrouver leur famille.



Photo : CAUSE Canada

Le dramaturge africain, Carmara Gbessay (à droite) et Paul Carrick de CAUSE Canada montent une pièce de théâtre que doivent produire d'anciens enfants soldats en Sierra Leone. Le théâtre aide à promouvoir la réconciliation et la consolidation de la paix.

À la fin de décembre 1999, Vision mondiale a fait savoir que 151 anciens enfants soldats avaient réussi, sans être accompagnés, à gagner des camps de réfugiés, et que 55 p.100 d'entre eux avaient réintégré leur famille ou leur village. CAUSE Canada travaille en collaboration avec d'anciens enfants soldats et d'autres enfants ayant subi des handicaps physiques ou psychologiques afin de les aider à réintégrer leur communauté. Les enfants qui se trouvent dans un camp de réfugiés apprennent à fabriquer des fauteuils roulants, des béquilles, des outils agricoles et des ustensiles de ménage destinés à d'autres victimes parmi la population civile.

L'un des défis de ce programme est de sensibiliser les communautés aux besoins des enfants touchés par la guerre. Comme il fallait s'y attendre, certaines personnes se montrent réticentes à accueillir d'anciens enfants soldats ayant pris part à des atrocités. Des dirigeants communautaires et des enfants touchés par la guerre cherchent à encourager la tenue d'un débat public sur la question des droits des enfants et de la réconciliation; ils ont dans ce but recours à des programmes radiophoniques, au théâtre communautaire, à des T-shirts et à des débats organisés dans les villages.

Comme l'explique en guise de conclusion Paul Carrick, directeur administratif de CAUSE Canada, le processus menant au pardon est ardu. « Certaines mesures simples peuvent cependant être prises qui permettent de créer une ambiance propice au pardon, telles que fournir les outils pratiques dont les gens ont besoin pour reconstruire leur maison et leur ferme. L'ACDI s'est montrée très utile à cet égard. ■



Un retour inespéré

Baindu Sami avait six ans lorsqu'elle et sa mère furent enlevées et emmenées loin de chez elles en Sierra Leone par un groupe d'attaque du Front révolutionnaire uni (RUF). Les deux années qui suivirent furent passées à faire la cuisine, à nettoyer et à transporter de l'équipement pour ces hommes armés qui se déplaçaient sans cesse d'un endroit à un autre.

La mère de Baindu disparut lors d'une bataille entre les forces du gouvernement et le RUF alors que la fillette avait huit ans.

« J'ai souffert atrocement quand j'ai compris que ma mère était introuvable, dit-elle. J'ai voulu me cacher et partir à sa recherche, mais parce qu'on tuait ou qu'on infligeait des blessures à ceux qu'on rattrapait après qu'ils aient tenté de s'échapper, je n'ai pas osé. Je vivais constamment dans la peine et la terreur. »

À l'âge de 12 ans, Baindu parvint à s'enfuir du camp rebelle et à se joindre à un groupe de la milice partisane du gouvernement. Le commandant du groupe décida d'en faire sa femme. « Je n'aimais pas cet homme. Mais il a toujours menacé de me tuer si je refusais de faire ce qu'il me disait ou si je tentais de m'enfuir pour aller rejoindre mes parents. »

Pendant ce temps, Maseray Sama, la mère de Baindu, s'était jointe au groupe de femmes qui œuvre sous le nom d'Organisation de développement pour les femmes de Niawama. Avec le soutien de Vision mondiale, ce groupe aide à retracer les enfants perdus et s'occupe de fournir des soins et de l'hébergement à ceux qui sont de passage chez eux. Dans son village, à seulement quelques kilomètres de là, Baindu décida d'entreprendre des recherches dans l'espoir de retrouver sa mère. En juillet 1999, le commandant du RUF acceptait de laisser la jeune fille de 13 ans rejoindre la famille qu'elle avait perdue sept ans plus tôt.

« Le jour où j'ai revu ma mère fut le plus beau jour de ma vie, dit Baindu. Je la croyais morte. Je suis très heureuse maintenant. » ■

Munda George, commando supérieur

Munda George avait dix ans quand les forces du Front révolutionnaire uni (RUF) l'enlevèrent lors d'une attaque menée contre son village situé dans la province méridionale de la Sierra Leone.

« On nous a appris à manier des armes, à préparer des embuscades, à attaquer, de dire Munda. En peu de temps, je plaçais des hommes aux postes de contrôle, je participais à des attaques, et on me donnait l'ordre de tuer des gens. » À l'âge de 12 ans, Munda était promu commando supérieur et dirigeait toutes les patrouilles de village de sa région.

Mais il ne fallut que quelques mois pour qu'il ne tombe entre les mains de l'ennemi, après que son groupe ait perdu une bataille contre les forces fidèles au gouvernement. Alors que la plupart de ses camarades étaient exécutés, on l'épargna. Le chef de l'unité l'emmena chez lui et le fit travailler comme serviteur.

« À ma grande surprise, ils en vinrent avec le temps à me traiter de plus en plus comme un membre de la famille et non comme un rebelle. »

Il fut par la suite envoyé dans une autre famille de militaire, dans un village où un programme de protection de l'enfance de Vision mondiale avait été mis en place.

Grâce à ce programme, il fut possible de retracer la mère et la grand-mère de Munda. Mais les deux femmes avaient peur et hésitaient à reprendre Munda à cause de ce que les gens savaient des actes cruels que son père et lui avaient commis durant la guerre.

« Ma famille craignait les représailles de la communauté et n'osait pas me reprendre », de dire Munda.

Il fallut négocier un peu mais Munda, qui est maintenant âgé de 14 ans, vit de nouveau avec sa famille et sa grand-mère. Il fréquente l'école locale.

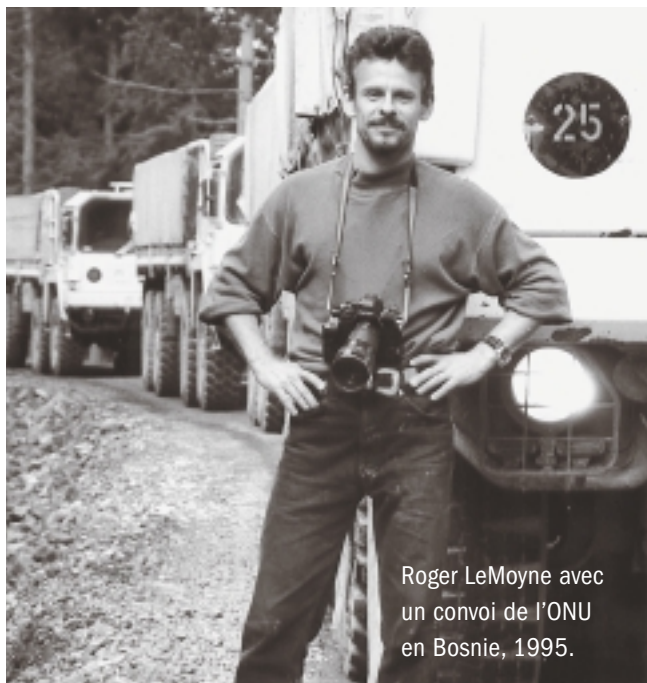
« D'autres enfants ont aussi été ramenés au village. Ils m'ont dit y être revenus avec plus de confiance après avoir vu que j'avais moi-même été de nouveau accepté. J'ai hâte à plus tard, pour pouvoir accomplir beaucoup de choses pour mon village. » ■

Roger LeMoynes

témoin de la situation des enfants dans le monde

Par Pierre Cayouette

Photographies par Roger LeMoynes



Roger LeMoynes avec un convoi de l'ONU en Bosnie, 1995.

Les photo-reporters sont une race à part. Mais il existe au sein de cette coterie un groupe très particulier de passionnés de la photographie. Ce sont les témoins directs de la misère, de la guerre, de la famine. Le Montréalais Roger LeMoynes est l'un d'eux. L'un des plus grands, aux yeux de ses pairs et de ceux qui connaissent son œuvre.

Un certain folklore réduit ces indispensables photo-reporters au statut de voyeurs téméraires ou, à la limite, de journalistes-kamikazes. Roger LeMoynes n'est pas de cette eau. C'est un homme réfléchi et lucide, qui souhaite montrer au monde le sort terrible que la guerre inflige aux enfants et à leurs familles.

Depuis 1995, il voyage dans les endroits les plus chauds de la planète, au moins six mois par année, caméra en main. Il a suivi des réfugiés hutus au Zaïre (aujourd'hui la République démocratique du Congo), traqué les Talibans à Kaboul et vécu l'enfer du Kosovo.

Il le fait pour l'UNICEF ou pour l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Ses photos sont distribuées par l'agence Liaison, de New York. Au Cambodge, en Somalie, au Viêt-Nam, en Afghanistan, au Rwanda ou en Bosnie, partout il promène le même œil, avec le seul dessein de témoigner de l'existence de ces populations en détresse en faisant partager aux lecteurs leurs drames et leur courage dans l'adversité.

« L'idée que mes photos seront vues par un large public me motive beaucoup », dit-il. Ses photos ont été publiées dans plus de 50 journaux et magazines parmi les plus prestigieux, partout dans le monde, dont *Time*, *Life*, *Le Monde*, *Le Nouvel observateur*, *L'actualité* et *Der Spiegel*. Il tient mordicus à sa liberté de pigiste. Pas question pour lui de s'ancrer et d'accepter une offre d'un quotidien ou d'un magazine. L'affecter à une conférence de presse serait comme le condamner à mort!

Après une dizaine d'années de photo-reportage, Roger LeMoynes jette un regard lucide sur son métier. « Il ne faut pas se créer d'illusion sur le pouvoir de la presse, soupire-t-il. Et ne pas non plus sous-estimer son impact. »

Quand il est en affectation, tient-il à préciser, il n'est pas non plus en mission humanitaire. Ce qui ne signifie pas pour autant qu'il soit insensible à l'horreur dont il est témoin. Au contraire, il est d'une grande sensibilité. Ses photos en témoignent éloquentement. « Mais quand je photographie, je pense d'abord à mon travail. Bien sûr, si quelqu'un me tend la main pour que je lui sauve la vie, je le ferai, mais c'est très rare. Je suis d'abord journaliste. Mon but est avant tout de rendre compte. » Néanmoins, en 1997, alors qu'il faisait des photos dans un camp de réfugiés au Zaïre, les conditions de vie misérables qui prévalaient furent pour lui un tel choc qu'il se porta volontaire pour l'UNICEF. On lui assigna sans tarder la tâche de creuser des latrines.

Même s'il s'est formé avec les années une sorte de carapace, il est quand même habité par des souvenirs douloureux qui lui laissent de profondes cicatrices. Il se souvient avec émotion d'un homme qui s'est approché de lui, à la frontière entre le Kosovo et la Macédoine, pour lui souffler à l'oreille : « Ils ont tué mes enfants devant mes yeux », avant de repartir dignement. Il a été ému. Surtout en raison de la retenue et de la discrétion de l'homme en question. « Il ne me demandait rien. Il voulait que je sache, c'est tout. »

Comment vit-il de l'intérieur son singulier métier? N'y a-t-il pas un côté absurde à faire de l'esthétisme devant des populations en détresse? « Non. Ma priorité n'est pas de faire de "belles photographies". Je cherche plutôt l'équilibre entre la forme et le contenu. Je respecte énormément les gens que je vais photographier. Et l'une des façons de témoigner, c'est de trouver l'image qui rendra avec le plus de justesse leur situation, comme un

Pierre Cayouette est journaliste à L'actualité.

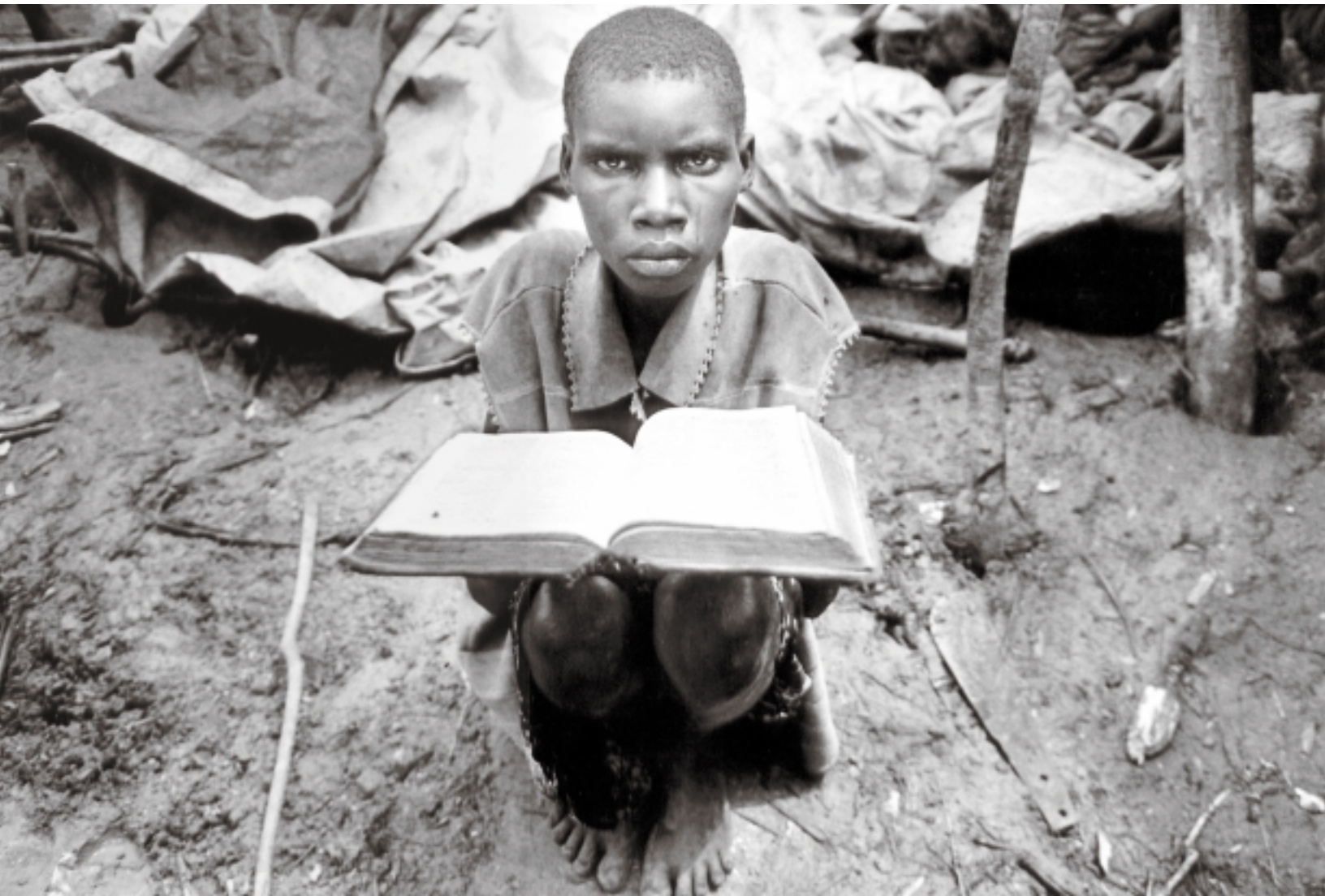


Afghanistan, 1996 ▲

Des jeunes filles creusent pour trouver du charbon dans les fondations d'un immeuble dévasté par les obus à Kaboul, capitale du pays. Des années de guerre ont privé ces enfants d'éducation et hypothéqué à jamais leur avenir.

République démocratique du Congo (ex-Zaire), 1997 ▼

Traumatisée par la violence inouïe dont elle a été témoin, cette jeune fille de 12 ans, survivante d'un massacre, trouve un réconfort dans la Bible.



reporter de l'écrit chercherait le bon mot. Par ailleurs, j'ai tendance, depuis quatre ou cinq ans, à faire des photos plus dépouillées. Ça s'est fait naturellement. »

Diplômé en cinéma de l'Université Concordia en 1984, Roger LeMoyne a fait divers métiers avant de se consacrer au photo-reportage. Il a fait une brève incursion dans le monde du cinéma, composé de la musique, fait de la photo publicitaire.

Avec le photo-reportage, il a trouvé sa voie. Il entend y demeurer. Il continuera de chercher des endroits chauds. Son prochain défi? Montrer un visage différent de l'Afrique. « Je ne veux pas que l'on m'identifie comme un "photographe de la misère africaine". Il y a des Africains qui vivent relativement bien, une vie simple, sans luxe, mais heureuse. »

Roger LeMoyne demeure extrêmement modeste malgré les multiples honneurs qu'il a reçus. En 1999, il a remporté le deuxième prix dans la catégorie « People in the News Stories » de la World Press Foundation, pour un photo-reportage au Kosovo. L'année précédente, il recevait une autre distinction prestigieuse de la National Press Photographers des États-Unis. Son œuvre a été exposée régulièrement au Canada et aux États-Unis, de même qu'au Festival annuel de photo-journalisme de Perpignan, dans le sud de la France.

Le photo-reporter montréalais demeure pourtant réfractaire à s'inscrire dans le circuit des galeries.

« À Perpignan, par exemple, ça demeure un public de pairs et d'initiés. Je ne travaille pas pour ces gens-là. Je veux que le grand public puisse voir mes photos », explique-t-il. Et puis, ajoute-t-il, il a une certaine pudeur à faire commerce de la détresse humaine, sujet principal de ses superbes photographies.

À la mi-quarantaine, Roger LeMoyne a encore de nombreux photo-reportages en perspective. Faut-il s'en étonner, d'ailleurs. Rendre compte du côté ombragé de la condition humaine est un travail exigeant qui occupe très bien les quelque 100 photo-reporters internationaux qui, comme Roger Lemoyne, en ont fait leur objectif ultime. Les yeux qu'ils jettent sur le monde dérangent. Mais tant que d'autres choisissent de fermer les leurs devant l'injustice et la violence, les photo-reporters, témoins du sort des enfants victimes de la guerre, demeureront un groupe très en demande. ■

Kosovo, octobre 1998 ▶

Des rayons de soleil éclairent l'intérieur sombre d'une mosquée à Chirez, où ont dû se réfugier des familles kosovares après qu'on ait incendié leurs maisons. Il s'agit de l'une des photos pour lesquelles Roger LeMoyne a remporté, en 1999, le « World Press Award », l'un des prix les plus prestigieux du photojournalisme.

Érythrée, 2000 ▼

Munis de quelques articles qu'elles ont pu se glisser sur le dos, des mères et leurs enfants fuient les combats qui assaillent leur village dans cette guerre entre l'Érythrée et l'Éthiopie. À la tombée de la nuit, ils sont obligés de dormir dehors à flanc de montagne.







Photo : Joyce Davis

Paska devant la maison de sa famille canadienne à Scarborough, Ontario.

« J'ai été une enfant soldat. »

Paska avait à peine 14 ans lorsqu'elle a été recrutée pour prendre part à la guerre civile en Ouganda. Aujourd'hui, elle travaille à trouver une solution au conflit.

Derrière le radieux sourire de Paska Achiong Otto se cache un secret plus terrible que vous ne pouvez l'imaginer.

Jeune femme éloquente, intelligente et très motivée, Paska terminera bientôt sa maîtrise en vulgarisation agricole à l'Université de Guelph. Âgée de 28 ans, elle est née et a été élevée en Ouganda, mais elle vit au Canada depuis 1989. Un brillant avenir s'ouvre à elle.

Toutefois, les fantômes du passé continuent de hanter sa mémoire, tout comme les légions de morts de son pays.

« Beaucoup de mes amis sont choqués d'apprendre que j'ai été une enfant soldat », déclare-t-elle.

Pourtant, c'est la vérité. Une guerre civile peu médiatisée qui, après plus de dix ans, saigne toujours son pays natal, a fait de Paska une tueuse malgré elle. Au début de 1986, les troupes gouvernementales, à la recherche de sympathisants des rebelles, avaient envahi à deux reprises l'école que fréquentait Paska, le Y. Y. Okat Memorial College. Même si celle-ci n'était pas une rebelle, elle a vite été obligée de rejoindre leurs rangs.

Pendant 18 mois, de juillet 1986 à Noël 1987, la guerre a fait partie intégrante de la vie de Paska. Pendant presque toute cette période, elle a dirigé un bataillon du *Holy Spirit Movement*, un des innombrables groupes rebelles armés qui rôdaient dans les forêts et les savanes du Nord de l'Ouganda. Ce groupe était principalement formé de membres de la tribu des Ancholis. Il était tenaillé par des luttes internes presque aussi fréquentes que ses affrontements avec les troupes gouvernementales. Paska avait à peine 14 ans lorsqu'elle a été forcée de prendre les armes.

Dirigé par une visionnaire excentrique, Alice Lakwena, qui disait prédire l'avenir au moyen d'unealebasse remplie d'eau et qui transmettait à ses troupes les instructions qu'elle disait d'inspiration divine, le groupe a remporté de nombreuses batailles importantes avant que les dissensions internes et les effusions de sang ne viennent finalement le briser.

À ce moment-là, Paska avait déjà été témoin de scènes d'horreur qui dépassent l'imagination. Elle a survécu, tirant sur des ombres, esquivant les balles, enjambant les

morts. Elle a failli être exécutée, a été emprisonnée deux fois, et a échappé au viol plus souvent qu'elle ne peut se rappeler. Elle a connu un feu roulant de batailles chaotiques et intenses.

« Les groupes rebelles étaient si nombreux, dit-elle. Chacun défendait son village et son clan. C'était la guerre à l'intérieur de la guerre. »

Pour son baptême du feu, au côté de 300 autres recrues non entraînées comme elle, Paska a participé à une attaque contre les forces gouvernementales. À leur grande surprise, ils ont réussi, d'une manière ou d'une autre, à les repousser.

« Les coups de feu ont commencé — boum! », dit-elle, racontant son premier combat. « Les gens tombaient comme des mouches. Mon principal souci était de mettre les blessés à l'abri. »

Contente du succès obtenu, Lakwena a choisi, presque au hasard, dix combattants et les a nommés officiers. Paska était du nombre. Elle s'est donc retrouvée, à l'âge de 14 ans, à la tête d'environ un millier de combattants.

Plus tard, à un endroit appelé Corner Kilak, un comptoir de brousse converti en caserne, le *Holy Spirit Movement* a remporté sa plus importante victoire. Mais, quatre jours plus tard, des troupes gouvernementales envoyées en renfort ont repris la caserne à l'issue d'une terrible bataille qui a duré huit heures.

« C'était mon premier combat en tant que commandant, dit Paska. C'était affreux. Je ne savais pas ce qui se passait. Il y avait des morts partout, et je me disais "Comment pouvez-vous être tous morts". »

Surpassés en nombre et en puissance de feu par les forces gouvernementales, les rebelles se sont repliés. Blessée par une grenade, Lakwena a guéri grâce aux soins de Paska.

La guerre s'est poursuivie, mais la fortune souriait de moins en moins aux rebelles. En effet, Lakwena avait perdu la confiance de ses officiers, en majorité des hommes. Finalement, le groupe s'est dissout dans l'acrimonie et un terrible bain de sang.

Paska a fui avec une petite troupe de rebelles. Ils ont réussi à entrer au Kenya. Affamés, galeux, vêtus de

haillons, ils ont été capturés par des troupes kenyanes et mis en prison. C'était aux alentours de Noël 1987. Deux ans plus tard, avec l'aide du Haut Commissaire des Nations Unies aux réfugiés et du gouvernement canadien, Paska se voyait accorder l'asile politique au Canada, où elle vit depuis.

L'an dernier, elle a pu enfin retourner en Ouganda. Pour la première fois en 13 ans, elle a revu sa mère et plusieurs de ses huit frères et sœurs. Son père, un ancien policier, était déjà décédé. Paska veut raconter son histoire pour montrer que la guerre n'a pas nécessairement transformé les enfants soldats en monstres.



« Je ne suis pas une mauvaise personne, dit-elle. Dans la vie, des événements se produisent dont il faut s'accommoder. J'ai survécu, et j'apporte maintenant ma contribution au Canada. »

Toutefois, lorsqu'elle pense à l'avenir, c'est à l'Ouganda qu'elle pense. Les combats se poursuivent entre les rebelles du Nord et les troupes gouvernementales. Paska est bien décidée à faire son possible pour réunir les diverses factions et trouver une solution pacifique au conflit.

« Pour l'instant, ma priorité est de m'instruire et de voir ce que je peux faire pour mon peuple, dit-elle. Si nous joignons nos efforts, la guerre prendra fin. » ■



L'enfance trop brève des orphelins du Rwanda

David Collins, directeur exécutif de Canadian Food for the Hungry et des orphelins du Rwanda.

Au printemps 1994, pas un enfant n'était en sécurité au Rwanda. Pendant 100 jours, où régnaient terreur et brutalité, la sempiternelle rivalité qui couvait entre Hutus et Tutsis s'est transformée en violence à grande échelle. Une fois ces moments douloureux passés, on obtint le constat suivant : 800 000 personnes tuées, deux millions de réfugiés et deux millions de déplacés à l'intérieur du pays, des milliers de cas non recensés de viols, de torture, de mutilation et d'abus et, selon une estimation, 90 p. 100 d'enfants rwandais ayant été témoins d'atrocités que nul enfant ne devrait jamais avoir vues.

Personne ne sait exactement combien d'enfants ont perdu leurs parents au cours de cette guerre civile. Pendant les deux ou trois années suivantes, la plupart des enfants sont retournés dans leurs villages avec leurs frères et sœurs pour retrouver des maisons portant encore les stigmates de la guerre. Au cours de la journée, ces enfants portaient en quête de nourriture. La nuit venue, ils se pressaient les uns contre les autres, sous de vieux sacs de grains ou des feuilles de bananiers, pour se protéger du froid ou de la pluie.

Des garçons et des filles, parfois à peine âgés de 14 ans, se sont retrouvés chefs de famille et responsables de la santé et du bien-être de leurs frères et sœurs. Des jeunes de sept ans cultivaient les champs et préparaient les repas. Aucun de ces enfants n'avait été préparé à prendre soin de lui-même, ni n'en avait les moyens. Peu d'entre eux bénéficiaient de l'orientation ou de la protection rassurante d'un adulte, certains vivaient de nouveau dans des milieux où les tensions couvaient toujours, et bon nombre luttait contre le terrible traumatisme qu'ils avaient subi au cours des dernières années.

Ce dont ils avaient besoin étaient le soutien et l'acceptation de la communauté, et des aptitudes et ressources pour être en mesure de répondre à leurs besoins essentiels. Canadian Food for the Hungry (CFH), une organisation de Abbotsford (C.-B.) qui participait déjà aux secours d'urgence au Rwanda, a décidé de venir en aide à ces enfants chefs de famille dans les communes de Mugina, Nyamabuye et Kigoma.

De concert avec les autorités locales, CFH a élaboré un programme de formation et de soutien social d'une durée de deux ans. Ce programme, qui est appuyé par l'ACDI, permet aux enfants de cultiver leurs propres aliments, de prendre soin de leur santé, de leur logis, d'aller à l'école et de gagner un revenu. Chaque famille se choisissait dans la communauté un adulte comme guide et prenait part à un groupe de soutien formé de quatre ou cinq autres familles. Les enfants ont reçu une formation, du matériel ainsi qu'une aide pour bâtir leurs propres latrines, réparer la maison, planter des légumes, des haricots, des patates douces, des bananes et faire l'élevage des chèvres.

Tous les enfants de ces communautés (plus de 800) sont retournés à l'école et ceux dont les maisons étaient occupées à leur retour ont pu les récupérer. Maintenant autonomes et bien intégrés à la collectivité, certains d'entre eux ont même mis sur pied de petites entreprises : apiculture, élevage de lapins, exploitation agricole et services de taxi en bicyclette. Leurs mentors sont devenus leurs protecteurs et amis.

Dave Ellis, coordonnateur de l'équipe de CFH, relate l'histoire de Clarisse, une jeune fille de 17 ans qui vit avec ses quatre sœurs. « Leurs parents sont morts sur le chemin du retour du Congo en 1996, raconte-t-il. Lorsque les filles atteignirent enfin leur maison, elles y trouvèrent un toit effondré. » Clarisse, déterminée à réparer sa maison, est allée cogner aux portes de ses voisins pour leur demander de l'aide. Tous contribuèrent, lui fournirent suffisamment de bois et l'aiderent à réparer son toit. Le CFH lui a ensuite fourni les carreaux et les portes qui lui manquaient.

Malheureusement, la guerre n'est pas finie pour ces enfants. Les hostilités reprennent encore ça et là autour d'eux, et un grand nombre sont toujours hantés par leurs souvenirs. Mais au moins ils bénéficient désormais de la protection et du soutien de leur communauté et ils ont pris confiance en eux. À leur façon, ils s'aident et aident d'autres victimes de la guerre à se remettre des atrocités commises et à participer à l'édification de la paix dans cette contrée magnifique, bien que perturbée. ■

Un jeu mortel: le leg de la guerre du Viêt-Nam

Un nouveau film montre comment les Canadiens aident le Laos à venir à bout du legs de la guerre du Viêt-Nam

La mousson est venue tôt dans cette luxuriante vallée du nord-est du Laos. Des membres de la famille Bounthavi préparent leurs rizières inondées en vue de la plantation; ils avancent dans la boue et creusent les tranchées qui accueilleront les tendres pousses qui donneront la prochaine récolte. On pourrait croire qu'il s'agit d'un endroit légendaire où le temps s'est arrêté, mais pour l'agent de développement Betty Kasdorf et le réalisateur Jack Silberman, cette scène est terrifiante et déchirante.

Les champs, les forêts et même les cours d'écoles dans cette région du Laos sont parsemés de bombes réelles, héritage meurtrier d'une guerre qui a pris fin il y a plus de 25 ans. Pendant la guerre du Viêt-Nam, les États-Unis ont largué sur le Laos des tonnes de bombes à fragmentation de la taille d'une balle de tennis. Des millions de bombes n'ont pas explosé et constituent encore aujourd'hui une terrible menace.

Betty Kasdorf, qui a grandi sur une ferme près de Niverville (Manitoba), connaît l'importance que la terre revêt pour ces paysans laotiens. Qu'y a-t-il de plus désolant pour un agriculteur que de constater que ses enfants ont faim? Mais en tant que représentante du programme du Mennonite Central Committee (MCC) au Laos, Betty sait aussi que trop de gens, souvent des enfants, se blessent ou meurent en raison de cette menace. Récemment, en plantant un bâton dans la terre pour attacher son buffle, un garçon a fait exploser une bombe. Il a perdu un membre.

« Même lorsque les villages sont débarrassés de leurs bombes, raconte Betty, d'autres refont surface. Lorsque les agriculteurs creusent ou rapportent de l'eau des montagnes, il est toujours possible qu'ils croisent des bombes non explosées. » La famille Bounthavi a déjà trouvé des douzaines de bombes dans ses rizières. Mais pour se nourrir, il faut bien qu'elle cultive la terre.



Photo : Jack Silberman

Betty Kasdorf du MCC en compagnie de visiteurs laotiens.

Betty est ici pour informer Jack Silberman, réalisateur de la Colombie-Britannique, des programmes ruraux du MCC, lesquels, depuis 1975, appuient les initiatives qui visent à débarrasser la terre des bombes et à sensibiliser les enfants au danger qu'elles posent. « Les enfants d'ici, comme ceux d'ailleurs, sont attirés par les menus objets, par les choses avec lesquelles ils peuvent s'amuser. Nombre de bombes ont justement la grosseur d'une petite balle. Simplement en les ramassant, en les lançant, les enfants courent un danger. »

Betty mène l'équipe de tournage sur le chemin de l'école du village. On constate alors que la sensibilisation au danger des bombes est aussi importante que tout autre enseignement dispensé aux enfants. On voit sur des cartes une multitude d'armes antipersonnel meurtrières. Sur des affiches colorées aux crayons, on montre les dangers qui se cachent sous la terre. L'équipe de tournage filmera plus tard une équipe de démolition qui débarasse une cour d'école du matériel de guerre, cour dans laquelle on a déjà trouvé plus de 300 bombes. Un enseignant entonne avec les enfants la « chanson des bombes » qui a été introduite dans les écoles du pays, dans tous les dialectes. Les villageois ne se font pas prier pour raconter et même chanter leur histoire devant la caméra, en espérant que leur message sera entendu partout dans le monde. Ils veulent que le film atteigne son objectif, c'est-à-dire sensibiliser le monde aux dévastations que causent les bombes à fragmentation. Les villageois savent que lorsque leurs terres auront été débarrassées des bombes et que leur village sera un endroit sûr, les enfants pourront alors s'amuser en toute sécurité.

Le film *Bombies* est produit par Lumiere Productions Inc. La réalisation du film est financée par l'Agence canadienne de développement international, le Independent Television Service, la MacArthur Foundation et le Rogers Documentary Fund. ■

Une initiative internationale en faveur des enfants

Une entrevue avec Theo Sowa, coauteur d'un important rapport de l'UNICEF

Née au Ghana, Theo Sowa a obtenu un diplôme en relations internationales de l'Université du Sussex (École des études africaines et asiatiques) en Grande-Bretagne. Experte-conseil indépendante, spécialisée en résolution des conflits, en élaboration de politiques jeunesse et en communications, elle a travaillé sur quatre continents pour diverses organisations internationales dont l'UNICEF, le PNUD, le Secrétariat du Commonwealth, le DFID, ABANTU, ainsi que de



nombreuses ONG nationales. M^{me} Sowa faisait partie de l'équipe qui a produit le rapport Machel et coordonne actuellement la préparation du livre et du rapport d'examen quinquennal. Elle a récemment accordé une entrevue au journaliste canadien Oakland Ross.

Oakland Ross : C'est une chose de reconnaître les terribles effets de la guerre sur les enfants, mais c'est une tout autre chose de les prévenir. Que peut-on faire pour susciter une réaction internationale plus énergique à de tels conflits?

Theo Sowa : Il faut faire naître la volonté politique de s'attaquer à ces problèmes. Cependant, les secteurs clés de la communauté internationale semblent parfois être dénués de cette volonté. Parfois, on dirait presque que ceux qui violent le plus effrontément les droits de la personne sont récompensés au lieu d'être punis. On doit complètement éliminer l'ethos de l'impunité. On doit aussi insister davantage sur la prévention des conflits. Il faut promouvoir les bons programmes de développement axés sur la lutte antipauvreté, la justice et les enfants. Nous avons besoin de systèmes de détection précoce souples et fiables. Nous devons doter les organisations locales et régionales des capacités politiques et

techniques et des ressources nécessaires pour intervenir de différentes façons avant que le conflit n'éclate.

Oakland Ross : Ces dernières années, les agences internationales ont réussi à aménager, dans plusieurs pays en guerre, des « couloirs de la paix » et des « jours de tranquillité » afin de permettre aux organismes d'aide de mettre en œuvre leurs projets humanitaires, tels que les programmes de vaccination des enfants. Ces réalisations ne peuvent-elles servir de modèles à des initiatives plus durables qui auraient pour but d'épargner aux enfants les plus terribles effets de la guerre?

Theo Sowa : Oui et non. Ces initiatives sont encourageantes parce qu'elles nous permettent de protéger les enfants contre certains effets du conflit et parce qu'elles illustrent bien le grand pouvoir qu'exercent les enfants sur le cœur et l'esprit des gens. Quand les enfants sont en cause, des ennemis de longue date peuvent être amenés à accepter des compromis. Mais ces mesures demeurent des pis-aller auxquels on a recours quand l'accès aux enfants pour des fins humanitaires est impossible, c'est-à-dire quand les tentatives visant à protéger les enfants ont échoué. Les « jours de tranquillité » ne doivent pas nous faire dire : « Ces quatre jours par an indiquent que nous avons réglé le problème. » Les enfants devraient bénéficier d'une protection 365 jours par année.

Oakland Ross : Dans ce rapport, on fait état de divers cas où l'on a utilisé la violence sexuelle comme instrument de guerre. On y montre également que les autorités internationales hésitent à poursuivre les responsables de tels actes pour crimes de guerre. On exhorte les belligérants à ne pas recruter des enfants dans leurs armées, par exemple. Mais les moyens de concrétiser ces vœux sont peu nombreux hormis la persuasion morale. En pratique, quelle mesure peut encourager une conduite humaine en temps de guerre?

Theo Sowa : Les gens doivent savoir que s'ils contreviennent aux lois, ils en subiront les conséquences. Les récents tribunaux internationaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie, où ont été portées des inculpations pour viols et pour crimes dirigés contre les femmes, nous donnent quelques raisons d'espérer. Les lois ont



Afrique du Sud — Lancement du partenariat mondial

M^{me} Graça Machel s'adresse à des enfants, à des dirigeants locaux et nationaux sud-africains, à la presse internationale et autres invités lors du lancement du partenariat mondial en faveur des enfants au Afrika Culturel Centre de Johannesburg.

toujours existé, mais aujourd'hui on assiste à des mises en accusation et à des condamnations. Je crois aussi fermement qu'il faut trouver les moyens d'aider les gouvernements et les factions en guerre à respecter leurs engagements envers les enfants, grâce à la formation et à d'autres méthodes. Mais on doit continuer de brandir le bâton, c'est-à-dire la menace de poursuites en justice.

Oakland Ross : À votre avis, quelles sont, jusqu'à présent, les retombées positives les plus importantes du rapport Machel ? Quelle a été votre plus grande déception ?

« Les enfants sont à la fois notre raison de lutter en vue d'éliminer les pires aspects de la guerre et notre meilleur espoir d'y réussir. »

- Graça Machel

Theo Sowa : L'aspect prédominant du rapport réside dans la capacité de Graça Machel de conduire un processus tout à fait consultatif, auquel ont participé les gouvernements, les agences des Nations Unies, les groupes de la société civile, les organisations non gouvernementales et les enfants eux-mêmes. Parmi les autres réalisations concrètes figurent l'établissement d'une coalition visant à faire cesser le recours aux enfants soldats, ainsi que l'élaboration et l'adoption d'un protocole de signature facultative à la Convention relative aux droits de l'enfant, qui fixe à 18 ans l'âge minimum pour envoyer les jeunes au combat. Il y a eu aussi la Convention d'Ottawa sur les mines terrestres

antipersonnel, la Résolution 1261 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la protection des enfants dans les conflits armés, ainsi que la nomination de conseillers en protection de l'enfance au sein des missions de maintien de la paix. Voilà quelques exemples seulement de changements positifs. Ma plus grosse déception, c'est que les enfants continuent d'être la cible de violences, de mutilations, de viols et de rapt et d'être tués lors des conflits qui sévissent de par le monde. Cette horreur qui perdure est inexcusable.

Oakland Ross : Que percevez-vous à l'horizon ?

Theo Sowa : Les effets conjugués de la guerre et du VIH/sida sur les enfants m'inquiètent énormément. Tous les facteurs qui favorisent la transmission du VIH sont exacerbés en situation de conflit; par ailleurs les conséquences dévastatrices du VIH/sida sur les infrastructures sociales et sanitaires ont toutes les chances d'alimenter les conflits. Je crains que cette situation ne contribue à ravager des pays dans plusieurs parties du monde. ■

A l'été 1988, la petite Kdija (nom fictif), de Hargasia, en Somalie, âgée de sept ans, décida de rendre visite à sa grand-mère qui vivait dans un village avoisinant. C'était un été comme les autres dont les journées étaient passées à jouer avec les enfants du voisinage et certaines auprès de sa bien-aimée grand-mère.

Cependant tout bascula, lorsque des coups de feu tirés à distance mirent une fin abrupte aux vacances de Kdija. Des voisins couraient de maison en maison afin d'avertir les habitants que la guerre avait éclaté.



Photo ACDI : Ron Devries

« Je ne comprenais rien à la politique ou aux raisons qui pouvaient motiver toute cette destruction et cette terreur, se rappelle Kdija. J'étais terrifiée et tout autour de nous n'était que désolation. »

Sa grand-mère ne tarda pas à décider de quitter les lieux. Elles emmenèrent comme seuls bagages les vêtements qu'elles portaient et le *garbasar* (ou châle) de sa grand-mère, ainsi qu'un peu d'argent pour se gagner la faveur des soldats dont leur vie dépendait maintenant.

Kdija ne se souvient pas tellement de leur périple, les longues distances franchies à pied, leur trajet en fourgonnette et la traversée de la mer Rouge, mais elles finirent par arriver à Şana'ā, au Yémen, et furent hébergées par une de ses tantes.

J'avais l'impression que tout cela n'était que temporaire. « J'étais la seule personne de ma famille qui avait pu fuir avec ma grand-mère, raconte Kdija. Au fond de moi, j'étais convaincue que mes parents et mes frères viendraient bientôt nous rejoindre et que nous retour-

nerions bientôt à la maison poursuivre la vie que nous y menions. »

Elle souffrait beaucoup d'être loin de ses trois frères, de son père qui était marchand de tissus et de sa mère. « Je bombardais littéralement ma grand-mère de questions à leur sujet. Comme toujours elle tentait de me rassurer en me répondant que tout allait bien et que nous serions bientôt réunis. » Afin de l'apaiser un peu, la grand-mère de Kdija l'emmenait presque toutes les semaines au port pour vérifier si elles ne verraient pas parmi les groupes d'arrivants des membres de sa famille.

« Le temps passa. Deux années s'écoulèrent et toujours rien en vue. J'ai commencé à penser qu'ils étaient tous morts, au grand désarroi de ma grand-mère », raconte-t-elle.

Nous étions en 1990. La Somalie était sur le point de vivre un indescriptible chaos et une guerre civile atroce où plus de 300 000 enfants perdraient leur vie. Plus d'un million et demi de personnes quitteraient la Somalie pour devenir des réfugiés et les Nations Unies tenteraient de restaurer l'ordre. Pour Kdija, exilée au Yémen, les huit années qui suivirent furent des années de grande solitude.

« Je n'ai pratiquement pas reçu d'éducation, le peu que j'ai appris m'ayant été montré par un voisin qui était enseignant. À cette époque, on me disait encore que mes parents étaient en vie, mais j'en doutais. »

En 1998, elle immigra au Canada. Pour le moment, il n'est pas question pour Kdija de retourner dans son pays. La Somalie est en proie à une grave sécheresse, les hostilités se poursuivent entre les factions et elle est convaincue d'avoir à jamais perdu sa famille.

Elle a cependant trouvé une raison d'être au Canada. Elle s'est jointe à War Child Canada, un organisme qui œuvre au nom des enfants victimes de la guerre et qui bénéficie d'un appui de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). À titre de membre du conseil consultatif des jeunes, elle met à profit sa propre expérience pour sensibiliser les jeunes Canadiens et les encourager à aider les enfants du monde entier.

« Un grand nombre de personnes n'ont pas conscience que le fait pour moi de pouvoir venir m'établir ici ne représente pas seulement une question d'ordre pratique, mais aussi un incommensurable bienfait. Maintenant que je fais partie de War Child Canada, j'espère aider les autres enfants ayant eu à vivre la même douleur et la même angoisse que moi. J'espère que le monde entier prendra conscience de la grande détresse que cette situation apporte, jour après jour, sans qu'il nous soit donné de voir la lumière au bout du tunnel. » ■



« S.V.P., parlez-nous de l'école au Canada! »

La ministre de la Coopération internationale, Maria Minna, pour qui le bien-être physique d'une société se mesure à la santé physique et morale des enfants, ne manque jamais de temps pour s'arrêter et bavarder avec des jeunes. Le jour où elle a rencontré la fillette de 12 ans qui lui a demandé de parler de l'école au Canada, la ministre Minna était en visite au Kosovo pour voir sur place l'usage qu'on y faisait des fonds d'aide canadienne.

Cela fait environ neuf mois que le cessez-le-feu est intervenu et que près de 800 000 réfugiés kosovars sont de retour. Des écoles, cliniques, marchés locaux, maisons et mosquées ont été détruits au cours de la guerre civile qui a dressé voisin contre voisin et fait beaucoup de victimes parmi la population civile, y compris des enfants. Et, en dépit de la présence des gardiens de la paix, les enfants étaient toujours en danger : maisons, routes, ponts, marchés, champs et terrains d'écoles cachaient des mines. La situation était tendue; des actes isolés de violence continuaient à se produire.

Les gardiens de la paix canadiens ont remis en état l'école Faik Konika, à Pristina, au Kosovo. La ministre y a fait halte pour rencontrer un groupe d'élèves de 6^e année. Les élèves ont préparé une pièce de théâtre et réalisé quelques affiches en son honneur. Les thèmes explorés étaient le reflet de leur vie quotidienne — véhicules militaires, armes, soldats — mais aussi des images d'espoir. D'autres thèmes évoquaient des scènes de campagne et les enfants en train de jouer; enfin, il y avait des portraits.

C'est dans ce contexte qu'a été posée la question sur l'école au Canada. Car pour cette petite fille et ses camarades de classe, l'école était clandestine avant la guerre. Les Kosovars d'origine albanaise se sont vu proscrire la fréquentation des établissements d'enseignement publics, tant et si bien que les enfants se faisaient dispenser leur éducation par des membres de leur propre communauté —

dans les caves, cuisines, salons, partout où l'on pouvait organiser des classes. Maintenant, grâce à la remise en état de cet immeuble vétuste et au programme canadien de réadaptation qui les aide à reprendre une vie normale, ces enfants exercent leur droit à l'éducation dont leur gouvernement s'était porté garant en signant la *Convention relative aux droits de l'enfant*.

Se voir dispenser une éducation est important pour les élèves de l'école Faik Konika, pour se préparer pour le monde du travail du XXI^e siècle. Bien que son devenir politique soit encore incertain, le Kosovo — de concert avec ses voisins de différentes nationalités — aspire à un avenir garant de paix, de démocratie et de respect pour la diversité. Le respect pour la diversité, en particulier, commence dès le plus jeune âge.

La ministre Minna, qui est Italienne d'origine, a fait fond sur son expérience du travail auprès des milieux d'immigrants du Canada pour communiquer avec les élèves de l'école Faik Konika. Elle a évoqué le rêve canadien, qui fait en sorte que notre identité communautaire nous renforce et que nos différences d'avec les autres communautés nous enrichissent.

Voilà le message qu'elle a transmis aux enfants du Kosovo — celui-là même sur lequel s'appuie le programme d'aide du Canada et qu'il renforce en fournissant de l'aide qui vise notamment les écoles, les programmes de santé et les centres communautaires, l'administration locale, le maintien de la paix, et le déminage.

« Les trois-clés — savoir lire, écrire et calculer —, de dire la ministre Minna, mais aussi la paix, la démocratie, et le respect. » ■



Des écoliers kosovars accueillent chaleureusement la ministre Minna.

Les faits

Les guerres et les conflits ont fait, chez les enfants, un million d'orphelins et environ **12 millions** de sans-abri.

En **1997**, les dépenses militaires mondiales ont totalisé environ **740 milliards** de dollars américains.

Ces **dix** dernières années, près de **deux** millions d'enfants ont été tués et plus de **six** millions ont été mutilés à la suite des guerres et des conflits armés.

L'âge de la plupart des enfants soldats varie entre **15** et **18** ans, mais il n'est pas rare que des enfants de **10** ans soient recrutés.

Les lois internationales actuelles, qui remontent à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, fixent à **15** ans l'âge minimum pour le recrutement militaire.

Près de **300 000** enfants de moins de **18** ans participent aux hostilités partout dans le monde.

Chaque mois, près de **800** enfants sont tués ou mutilés par des mines terrestres.

Chaque jour, le nombre d'enfants réfugiés s'accroît d'environ **5 000**.

Sur les **24 millions** de réfugiés dans le monde, la moitié sont des enfants.

